



La démocratie, c'est le dialogue

Qu'il s'agisse d'aménagement territorial ou de projets ciblés, de grands ou de petits périmètres, de grandes ou de petites infrastructures, les autorités cantonales oublient les vertus du dialogue. Les frustrations légitimes qui en découlent conduisent à des blocages alors qu'il suffirait de se parler.

La manière dont le canton mène sa politique d'aménagement, sur le territoire des communes et de Vernier en particulier, est un triste exemple de dialogue de sourds. Focalisé sur son intérêt propre à délocaliser (à Vernier) les entreprises qui font tache dans le périmètre du PAV

(Praille-Acacias-Vernets), le canton oublie que Vernier a déjà beaucoup donné en matière de zone industrielle (25% de son territoire) et même en matière de logements dits sociaux. Le refus verniolan de se voir accablé de nouveaux déclassements générateurs de nuisances est légitime et l'UDC ne manquera pas de défendre l'intérêt des habitants lors de la consultation des communes sur le plan directeur cantonal qui aura lieu cet automne.

L'aménagement cohérent de périmètres plus restreints tels ceux occupés par les dépôts d'hydrocarbures souffre du même syndrome de surdité aigüe. Plutôt que d'informer

ouvertement la population sur les risques et de discuter ensemble les possibilités de déplacement des dépôts dangereux tel celui sis en face d'Ikea à Blandonnet (ce que l'UDC réclame sans relâche depuis plus d'un an...), le canton préfère engager une enième étude... coûteuse il va s'en dire ! Dans la foulée, le canton oublie de communiquer à la commune et aux pétroliers, les résultats des analyses précédentes et de leur faire part de cette nouvelle étude ! *(Lire à ce propos l'article édifiant paru dans la Tribune de Genève du 26 juillet 2011)*. Il est vrai que les études ça coûte cher mais ça n'engage à rien... alors que le dialogue risque de révéler des vérités qui ne sont pas bonnes à dire... ni à entendre.

L'UDC encourage les autorités communales à ne pas suivre le mutisme des autorités cantonales. Qu'il s'agisse de petits ou de grands projets, le dialogue direct avec les habitants est vital en démocratie, merci de ne pas l'oublier. En tous cas, nous ne l'oublierons pas.

Le 1^{er} août, l'UDC a lancé son initiative « Contre l'immigration de masse ».

Depuis 4 ans, le nombre d'immigrants, selon les statistiques officielles, dépasse de plus 330'000 le nombre d'émigrants. Si la tendance se poursuit, d'ici à 2035, la Suisse pourrait compter 10 millions d'habitants. Les conséquences de cette immigration sans frein sont connues : routes bouchées, transports publics bondés, explosion des loyers et des prix du terrain. Les immigrants en provenance de l'Union européenne évincent les travailleurs d'Etats tiers qui ne rentrent pas dans leurs pays d'origine, mais tombent à la charge des institutions sociales. La pression sur les salaires augmente. Les abus dans le droit d'asile et la criminalité étrangère progressent.

Grâce à l'initiative de l'UDC, la Suisse pourra reprendre le contrôle de l'immigration et fixer des contingents dans le respect du principe de la préférence nationale.

Signez et faites signer l'initiative
www.immigration-massive-stop.ch

Christina Meissner,
 Députée et Conseillère municipale